

F 90 — 377

**19 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier**

L'Exécutif,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1er;

Vu la Directive (84/532/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 17 septembre 1984 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1977;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1986 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêté de la section d'administration du Conseil d'Etat n° 29 693 du 25 mars 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** On entend par « matériel », au sens du présent arrêté, les matériels, équipements, installations et engins de chantier ou leurs éléments qui, selon leur type de construction, servent à effectuer des travaux sur des chantiers de génie civil et de bâtiments sans être destinés principalement au transport des marchandises ou des personnes.

Le présent arrêté ne s'applique qu'aux équipements de chantiers de génie civil et de bâtiments définis au 1<sup>o</sup>, pour lesquels des modalités d'application détaillées sont définies dans les arrêtés réglementaires particuliers visés à l'article 3.

Sont exclus du champ d'application du présent arrêté les tracteurs agricoles et forestiers, ainsi que les engins de levage.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> « homologation CEE », la procédure par laquelle le Ministre constate, après essais, et atteste qu'un type de matériel visé à l'article 1er satisfait aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant;

2<sup>o</sup> « examen CEE de type », la procédure par laquelle un organisme agréé à cet effet par le Ministre constate après essais, et atteste qu'un type de matériel satisfait aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant;

3<sup>o</sup> « vérification CEE », la procédure par laquelle le Ministre atteste, après essais, que chaque matériel satisfait aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant;

4<sup>o</sup> « autocertification CEE », la procédure par laquelle le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté économique européenne, certifie, sous sa propre responsabilité, qu'un matériel satisfait aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant;

5<sup>o</sup> « le Ministre », le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions;

6<sup>o</sup> « organisme agréé », le laboratoire ou établissement agréé dans le cadre de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit, qui en même temps satisfait aux critères minimums déterminés par le présent arrêté pour la reconnaissance des organismes agréés et qui a été désigné à cet effet par le Ministre.

**Art. 3.** Des arrêtés particuliers de l'Exécutif précisent, pour les catégories de matériel qui en font l'objet, celles des procédures visées à l'article 2, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, qui s'appliquent.

**CHAPITRE II. — Homologation CEE**

**Art. 4.** L'Homologation CEE constitue, lorsqu'elle est prescrite par un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3, une condition préalable à la mise sur le marché, la mise en service et l'utilisation d'un matériel, sous réserve de l'application de l'article 18, alinéa 1er.

Sur demande du fabricant ou de son mandataire établi dans la Communauté européenne, le Ministre accorde l'homologation CEE à tout type de matériel satisfaisant aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant.

Pour les essais dans le cadre de l'homologation CEE, le Ministre peut se faire assister par un ou plusieurs laboratoires.

Le Ministre accorde l'homologation CEE selon les dispositions du présent chapitre et de l'annexe I.

Dans le cas de refus, de suspension ou de retrait de l'homologation, cette décision est prise par l'Exécutif, sur proposition du Ministre.

A dater de la notification de la décision, le requérant ou son avocat dispose d'un délai de 14 jours pour faire parvenir au secrétariat de l'Exécutif, par lettre recommandée, une demande de réexamen de la décision.

L'Exécutif adresse au requérant une copie du dossier administratif sur lequel se fonde la décision attaquée et ce, dans un délai de 14 jours à dater de la réception de la demande.

A dater de la réception du dossier, le requérant ou son avocat dispose d'un délai de 14 jours pour faire parvenir au secrétariat de l'Exécutif ses observations complémentaires.

L'Exécutif arrête et notifie au requérant sa décision au plus tard 45 jours après l'expédition du dossier administratif.

A défaut, la demande de réexamen est réputée non fondée.

**Art. 5.** Si les conclusions des essais prévus à l'annexe I, point 2, sont satisfaisantes, le Ministre établit une attestation d'homologation CEE, qui est notifiée au demandeur.

L'attestation d'homologation CEE peut être assortie des conditions prévues dans les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3.

Le modèle de l'attestation d'homologation CEE figure à l'annexe III.

L'attestation d'homologation CEE est assortie des conditions et, éventuellement, d'une limitation de la durée de validité que les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3 peuvent prévoir.

**Art. 6.** Le Ministre qui a procédé à l'homologation CEE prend les mesures nécessaires pour veiller à la conformité de la fabrication au type homologué.

Les modalités des mesures prévues au premier alinéa, seront déterminées dans les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3.

**Art. 7.** Si le Ministre qui a accordé l'homologation CEE constate que quelques exemplaires d'un matériel dont le type a fait l'objet de l'homologation CEE ne sont pas conformes à ce type, il propose à l'Exécutif la suspension ou le retrait de l'homologation CEE.

L'homologation CEE peut cependant être maintenue lorsque les différences constatées sont minimales, ne changent pas fondamentalement la conception du matériel et, en tout état de cause, ne compromettent pas la sécurité des personnes ou la protection de l'environnement; dans ce cas, le Ministre demande au fabricant de rectifier dans les meilleurs délais sa fabrication. Le Ministre doit proposer à l'Exécutif le retrait de l'homologation CEE si le fabricant ne donne pas suite à cette demande.

Le Ministre qui a accordé l'homologation CEE doit également en proposer le retrait à l'Exécutif s'il constate que cette homologation n'aurait pas dû être accordée.

Si le Ministre est informé par un Etat membre de la Communauté économique européenne ou par une Région autre que la Région wallonne de l'existence d'un des cas visés aux alinéas 1er à 3, il prend également, après consultation de cet Etat ou de cette Région, les dispositions prévues auxdits alinéas.

Si l'opportunité ou l'obligation d'un retrait fait l'objet d'une contestation entre le Ministre qui a accordé l'homologation CEE et un Etat membre de la Communauté économique, la Commission économique européenne est tenue informée.

### CHAPITRE III. — Examen CEE de type

**Art. 8.** L'examen CEE de type constitue, lorsqu'il est prescrit par un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3, une condition préalable à la mise sur le marché, la mise en service et l'utilisation d'un matériel, sous réserve de l'application de l'article 18, alinéa 1er.

Les examens CEE de type sont effectués par les organismes agréés à cet effet par le Ministre.

**Art. 9.** Les organismes agréés qui sont chargés par le Ministre d'effectuer l'examen CEE de type, conformément aux prescriptions de l'article 10, doivent répondre aux critères minimaux prévus à l'annexe II.

Le respect des critères minimaux par un organisme n'entraîne pas l'obligation pour le Ministre d'agréer cet organisme.

Lorsque le Ministre a agréé un ou plusieurs organismes pour effectuer l'examen CEE de type, il notifie aux Etats membres de la Communauté économique européenne, à la Commission et aux Régions autres que la Région wallonne la liste de ces organismes, ainsi que toute modification apportée ultérieurement à cette liste.

**Art. 10.** Sur demande du fabricant, ou de son mandataire établi dans la Communauté européenne, les organismes agréés visés à l'article 9 accordent l'attestation d'examen CEE de type à tout type de matériel, satisfaisant aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant, et pour lequel le fabricant s'est engagé à se soumettre aux conditions prévues dans les arrêtés particuliers.

Pour un même type de matériel, la demande d'examen CEE de type ne peut être présentée qu'auprès d'un seul des organismes agréés.

Les organismes agréés accordent, refusent, suspendent ou retirent l'attestation d'examen CEE de type, conformément aux dispositions du présent chapitre et de l'annexe I.

**Art. 11.** L'attestation d'examen CEE de type est établie suivant le modèle figurant à l'annexe III.

L'attestation d'examen CEE de type est assortie des conditions et, éventuellement, d'une limitation de la durée de validité que les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3 peuvent prévoir.

**Art. 12.** L'organisme agréé qui a accordé l'attestation d'examen CEE de type prend les mesures nécessaires pour veiller à la conformité de la fabrication du type examiné.

Les modalités prévues à l'alinéa 1er seront déterminées dans les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3.

**Art. 13.** Si un organisme agréé constate que quelques exemplaires d'un matériel, pour type duquel il a délivré une attestation d'examen CEE de type, ne sont pas conformes à ce type, il demande au détenteur de l'attestation d'en rectifier la fabrication dans un délai déterminé par lui, en suspendant éventuellement l'attestation. Le cas échéant, l'arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3, concernant ce matériel, fixe le nombre d'exemplaires estimé suffisant pour justifier l'intervention de l'organisme agréé. Si le fabricant ne donne pas suite à la demande dans ce délai imposé, l'organisme agréé suspend ou retire l'attestation.

L'organisme agréé retire l'attestation d'examen CEE de type qu'il a délivrée s'il apparaît que celle-ci n'aurait pas dû être accordée.

Il suspend ou retire l'attestation dans le cas où le détenteur ne respecte pas ses engagements, visés à l'article 10, envers l'organisme agréé.

**Art. 14. § 1er.** L'organisme agréé envoie au Ministre, simultanément à l'envoi au fabricant, une copie de l'attestation d'examen CEE, du refus, de la suspension ou du retrait de celle-ci.

Afin de pouvoir veiller à ce que les organismes agréés accomplissent leurs tâches de façon correcte, le Ministre peut à tout moment leur demander un rapport détaillé sur les mesures effectuées, les procédures et méthodes suivies, l'appareillage utilisé et plus généralement sur tout élément permettant d'apprécier la qualité du travail effectué.

Les organismes agréés autorisent à tout moment la visite de leurs installations par des experts désignés par le Ministre.

§ 2. Un recours au Ministre est ouvert à l'encontre des décisions de l'organisme agréé.

Sous peine de forclusion, le recours doit être adressé au Ministre par lettre recommandée dans un délai de 14 jours à dater de la notification de la décision.

Le Ministre désigne un autre organisme agréé qu'il charge de statuer sur le recours.

Les frais résultant de l'intervention de l'organisme agréé désigné par le Ministre sont à charge du requérant si la conclusion confirme la décision de l'organisme agréé contre lequel le recours a été introduit.

Ces frais sont à charge de ce dernier dans le cas contraire.

§ 3. Si le Ministre constate qu'un organisme qu'il a désigné ne remplit pas ses tâches visées aux articles 10 et 13 d'une façon correcte, il en avertit cet organisme en lui demandant de répondre à ses obligations.

Si l'organisme ne répond pas à la demande, le Ministre propose à l'Exécutif le retrait de son agrément.

§ 4. Le Ministre propose en toute cas à l'Exécutif le retrait de l'agrément à un organisme qu'il a désigné lorsqu'il constate que cet organisme a cessé de satisfaire aux critères minimaux fixés à l'annexe II.

**Art. 15.** Lorsque l'Exécutif retire l'agrément à un organisme, le Ministre charge un autre organisme agréé de la continuité dans la réalisation des obligations et devoirs qui résultent de l'octroi, avant le retrait de l'agrément, d'attestation d'examen CEE de type par cet organisme.

Le Ministre doit annuler toutes les attestations délivrées par cet organisme avant le retrait de l'agrément pour autant qu'elles aient été accordées indûment.

#### CHAPITRE IV. — *Vérification CEE et autocertification CEE*

**Art. 16.** Les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3, qui prescrivent la vérification CEE et autocertification CEE, fixent la procédure à suivre.

Dans le cas de l'autocertification, le Ministre veille à la conformité de la fabrication aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 sont applicables sous réserve de l'application de l'article 18, alinéa 1er.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions communes*

**Art. 17.** Le fabricant, ou son mandataire établi dans la Communauté économique européenne, délivre pour chaque exemplaire d'un type de matériel donné, construit conformément aux prescriptions harmonisées ainsi qu'au type homologué ou examiné, un certificat de conformité CEE, dont le modèle figure à l'annexe IV.

Lorsqu'un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3 le prescrit, le fabricant appose sur le matériel la marque accompagnée des indications précisées dans la réglementation visée.

Les frais afférents à l'application de la procédure prescrite par un arrêté particulier de l'Exécutif au sens de l'article 3 sont à charge du demandeur.

#### CHAPITRE VI. — *Prescriptions techniques harmonisées*

**Art. 18.** Sont valables dans la Région wallonne, les déclarations d'homologation CEE, les attestations d'examen CEE de type, les attestations de vérification CEE et les autocertifications CEE qui sont délivrées en application de la législation d'un autre Etat membre de la CEE ou d'une Région autre que la Région wallonne, adoptée en vue de se conformer aux directives européennes en la matière.

Le certificat de conformité visé à l'article 17 et, lorsque des arrêtés particuliers le prescrivent, l'apposition sur le matériel d'une marque de conformité, valent présomption de conformité du matériel au présent arrêté et aux autres arrêtés réglementaires le concernant.

Lors de l'offre et de la mise à la disposition de l'utilisateur, ce certificat doit être rédigé en langue française et allemande.

**Art. 19.** Si le Ministre constate, sur base d'une motivation circonstanciée, qu'un matériel, bien qu'il soit conforme aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires le concernant, présente un danger pour la sécurité ou la santé, il peut provisoirement interdire ou soumettre à des conditions particulières sur le territoire de la Région wallonne la mise sur le marché et l'utilisation de ce matériel. Il en informe les Etats membres, la Commission et les Régions autres que la Région wallonne, en précisant les motifs justifiant sa décision.

**Art. 20. § 1er.** La conception et les modes de fabrication d'un type de matériel peuvent s'écarter, dans des cas spécifiques, de certaines dispositions prévues dans les arrêtés particuliers de l'Exécutif, pour autant que ces arrêtés spécifient les dispositions auxquelles il est possible de déroger, sans que ce type de matériel perde le bénéfice des dispositions de l'article 18 si les modifications apportées visent à obtenir, en matière de sécurité ou de santé, un niveau de protection au moins égal.

Les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3 mentionnent expressément les dispositions auxquelles il peut être ainsi dérogé.

§ 2. Dans le cas de la procédure d'homologation, la demande de dérogation est adressée par lettre recommandée au Ministre, accompagnée des documents comportant la description du type de matériel ainsi que la documentation justificative de la demande de dérogation, notamment les résultats des essais éventuellement effectués. Au terme de la procédure, le Ministre informe le demandeur de la réponse donnée par la Commission des Communautés économiques européennes.

§ 3. Dans le cas de la procédure d'examen CEE de type, la demande de dérogation est adressée à l'organisme agréé, qui la transmet au Ministre.

L'organisme agréé informe le demandeur de la réponse donnée par la Commission des Communautés économiques européennes.

§ 4. Dans le cas d'une attestation délivrée par le fabricant lui-même, il ne peut être dérogé, en application des dispositions du § 1er, aux prescriptions harmonisées par le présent arrêté et par les autres arrêtés réglementaires concernant le matériel que si un organisme agréé a confirmé au fabricant que la dérogation envisagée ne porte pas atteinte à la sécurité.

La dérogation est accordée par l'organisme agréé.

Au préalable, celui-ci informe les autres organismes agréés. En cas de contestation de la part d'un de ces organismes dans un délai de deux mois, l'organisme auquel la demande a été adressée envoie l'ensemble du dossier au Ministre.

Au terme de la procédure, le Ministre informe l'organisme de la décision finale.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales et finales*

**Art. 21.** Toute décision de l'Exécutif, du Ministre ou d'un organisme agréé prise en application du présent arrêté et des réglementations particulières comportant un refus d'homologation CEE, d'examen CEE de type ou de vérification CEE de type, une interdiction de mise sur le marché, de mise en service ou d'utilisation d'un type de matériel ou d'un matériel, est dûment motivée et notifiée à l'intéressé dans le délai d'un mois. Un recours peut être introduit contre cette décision dans un délai de 14 jours à dater de la notification de la décision.

**Art. 22.** Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
G. LUTGEN

## Annexe I

## HOMOLOGATION CEE ET EXAMEN CEE DE TYPE

1. *Demande d'homologation CEE ou d'examen CEE de type.*

## 1.1. La demande comporte les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du fabricant ou de la firme, de son mandataire ou du demandeur, ainsi que le ou les lieux de fabrication des matériels;
- la catégorie de matériel;
- l'utilisation prévue;
- les caractéristiques techniques;
- la désignation commerciale éventuelle ou le type.

1.2. La demande est accompagnée de deux exemplaires des documents contenant tous les renseignements prévus par les arrêtés particuliers de l'Exécutif au sens de l'article 3 du présent arrêté ainsi que d'une déclaration certifiant qu'aucune autre demande d'homologation CEE ou d'examen de type n'a été présentée pour le même matériel.

2. *Essais en vue de l'homologation CEE ou de l'examen CEE de type.*

Les essais effectués sur un matériel en vue de l'homologation CEE ou de l'examen CEE de type sont réalisés conformément aux prescriptions des arrêtés particuliers le concernant.

Un procès-verbal d'essais est établi d'après le modèle repris dans l'arrêté particulier concernant le matériel.

3. *Attestation d'homologation CEE ou d'examen CEE de type.*

L'attestation visée aux articles 5 et 10 et dont le modèle figure à l'annexe III contient les conclusions des essais effectués sur le matériel et indique les conditions dont est éventuellement assortie l'homologation CEE ou l'examen CEE de type. Elle doit être accompagnée des descriptions, plans et, éventuellement, photographies nécessaires à l'identification précise du matériel avec, si besoin est, l'explication de son fonctionnement.

4. *Publicité de l'homologation CEE ou de l'examen CEE de type.*

4.1. Au moment de la notification à l'intéressé, des copies de l'attestation d'homologation CEE ou d'examen CEE de type sont envoyées respectivement par le Ministre qui a accordé l'homologation CEE à la Commission aux Etats membres, et aux Régions autres que la Région wallonne ou par l'organisme agréé qui a effectué l'examen CEE de type à la Commission et aux autres organismes agréés. Les Etats membres, les Régions autres que la Région wallonne et les autres organismes peuvent aussi obtenir copie du dossier technique définitif du matériel et des procès-verbaux des examens et essais qu'il aura subis.

La Commission, les Etats membres, les Régions autres que la Région wallonne et les organismes agréés qui reçoivent une copie des documents techniques définitifs doivent garantir le respect de la propriété industrielle et du secret professionnel.

4.2. Le retrait d'une homologation CEE ou d'une attestation d'examen CEE de type fait l'objet de la procédure de publicité prévue aux points 4.1 et 4.2.

4.3. L'Exécutif qui refuse une homologation CEE ou l'organisme agréé qui refuse une attestation d'examen CEE de type en informent la Commission et, respectivement, les autres Etats membres les Régions autres que la Région wallonne et les autres organismes agréés.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
G. LUTGEN

## Annexe II

**CRITERES MINIMAUX A PRENDRE EN CONSIDERATION PAR LES ETATS MEMBRES  
POUR LA DESIGNATION DES ORGANISMES AGREES**

1. Les organismes chargés de l'examen du matériel doivent disposer du personnel qualifié en nombre suffisant et des moyens nécessaires pour accomplir de façon adéquate les tâches techniques et administratives et avoir accès à l'appareillage nécessaire pour des examens exceptionnels prévus par les réglementations particulières.

2. L'organisme, son directeur et son personnel ne peuvent être ni le concepteur, ni le constructeur, ni le fournisseur, ni l'installateur du matériel, ni le mandataire de l'une de ces personnes. Ils ne peuvent pas intervenir, ni directement ni comme mandataire, dans la conception, la construction, la commercialisation, la représentation ou l'entretien de ce matériel. Cela n'exclut pas la possibilité d'un échange d'informations techniques entre le constructeur et l'organisme agréé.

3. Le personnel chargé de l'examen du matériel en vue de la délivrance de l'attestation d'examen CEE de type doit exécuter ces missions avec la plus grande compétence technique, et doit être libre de toutes les pressions et incitations, notamment d'ordre financier, pouvant influencer son jugement ou les résultats de ses travaux, en particulier de celles en provenance de personnes ou de groupements de personnes intéressées par les résultats de l'examen.

4. Le personnel chargé des examens doit posséder :

- une bonne formation technique et professionnelle;
- une connaissance satisfaisante des prescriptions relatives aux examens qu'il effectue et une pratique suffisante de ces travaux;
- l'aptitude requise pour rédiger les procès-verbaux et rapports qui constituent la matérialisation des travaux effectués.

5. L'indépendance du personnel chargé de l'examen doit être garantie. La rémunération de chaque agent ne doit être fonction ni du nombre des contrôles qu'il effectue ni de résultats obtenus.

6. L'organisme doit être assuré en responsabilité civile.

Vu pour être annexe à Notre arrêté du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
G. LUTGEN

## Annexe III

**MODELE D'HOMOLOGATION CEE OU D'EXAMEN CEE DE TYPE D'UN TYPE DE MATERIEL,  
D'EQUIPEMENT, D'INSTALLATION OU D'ENGIN DE CHANTIER, OU DE LEURS ELEMENTS**

Indication de l'administration compétente ou de l'organisme agréé : .....

.....

Attestation d'homologation CEE/d'examen CEE de type (\*) .....

.....

.....

Numéro d'homologation CEE/d'examen de type (\*) .....

1. Catégorie, type et marque de fabrication ou de commerce .....

2. Nom et adresse du fabricant .....

.....

.....

3. Nom et adresse du détenteur de l'attestation .....

.....

.....

4. Présenté à l'homologation CEE/ à l'examen CEE de type (\*) le : .....

5. Attestation délivrée en vertu de la prescription suivante : .....

.....

6. Laboratoire d'essais : .....

7. Date et numéro du procès-verbal du laboratoire : .....

8. Date de l'homologation CEE/de l'examen CEE de type (\*) : .....

9. Sont annexées à la présente attestation les pièces suivantes qui portent le numéro d'homologation CEE/  
d'examen CEE de type (\*) ci-avant : ..........  
(\*) Rayer la mention inutile.

10. Informations complémentaires éventuelles : .....

.....

.....

Fait à ....., le .....

(signature)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,  
B. ANSELMELe Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
G. LUTGEN

## Annexe IV

**CERTIFICAT DE CONFORMITE CEE D'UN MATERIEL, D'UN EQUIPEMENT, D'UNE INSTALLATION, D'UN  
 ENGIN DE CHANTIER OU DE LEURS ELEMENTS A UN TYPE HOMOLOGUE OU EXAMINE**

Je soussigné .....  
 (nom et prénoms)

atteste que le matériel — l'équipement — l'installation — l'engin de chantier — l'élément (\*)

1. catégorie .....

2. marque .....

3. type .....

4. numéro dans la série du type de matériel : .....

5. numéro dans la série du type de châssis routier lorsqu'il diffère de celui du matériel : .....

6. année de fabrication : .....

est fabriqué conformément

— au(x) type(s) homologué(s) (en cas d'homologation CEE) (\*)

— au(x) type(s) examiné(s) (en cas d'examen CEE de type) (\*)

comme indiqué dans le tableau ci-après :

Directives particulières	En cas d'homologation CEE (*)			En cas d'examen CEE de type (*)		
	Numéro	Date	Etat membre	Numéro	Date	Organisme agréé

(\*) Rayer les mentions inutiles.

7. Dispositions particulières .....

Fait à ....., le .....

(Signature)

(Fonction)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,  
 B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,  
 G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 90. — 377

19. SEPTEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive  
betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der Richtlinie (84/532/EWG) des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 17. September 1984 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Bedingungen und Modalitäten für die Zulassung der Labore und Stellen, die im Rahmen der Lärmbekämpfung mit der Prüfung und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen beauftragt sind, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 15. April 1977;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1986 betreffend die gemeinsamen Bestimmungen für Baugeräte und Baumaschinen;

Aufgrund des Beschlusses der Verwaltungsabteilung des Staatsrates Nr. 29 693 vom 25. März 1988;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Exekutive :

KAPITEL I. — *Definitionen*

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter « Gerät » die Baugeräte, -ausrüstungen, -einrichtungen und -maschinen oder Bauteile hiervon, die zu Arbeiten auf Baustellen der Bauindustrie und des Baugewerbes dienen und ihrer Bauart nach nicht in erster Linie zur Beförderung von Gütern oder Personen bestimmt sind.

Der vorliegende Erlaß gilt nur für die in Absatz 1 definierten Bauausrüstungen, für die in den in Artikel 3 genannten Einzelerlassen mit Verordnungscharakter detaillierte Durchführungsbestimmungen festgelegt sind.

Vom Anwendungsbereich dieses Erlasses ausgenommen sind land- und forstwirtschaftliche Zugmaschinen sowie Hebezeuge.

**Art. 2.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « EWG-Bauartzulassung » : das Verfahren, durch das der Minister nach einer Prüfung feststellt und bescheinigt, daß ein erwähnter Gerättyp im Sinne des Artikels 1 den durch diesen Erlaß und durch die anderen Erlasse mit Verordnungscharakter für diesen Gerättyp harmonisierten Vorschriften entspricht.

2. « EWG-Baumusterprüfung » : das Verfahren, anhand dessen eine vom Minister zu diesem Zweck zugelassene Stelle nach einer Prüfung feststellt und bescheinigt, daß ein Gerättyp den durch diesen Erlaß und durch die anderen Erlasse mit Verordnungscharakter für diesen Gerättyp harmonisierten Vorschriften entspricht.

3. « EWG-Prüfung » : das Verfahren, anhand dessen der Minister nach einer Prüfung bescheinigt, daß jedes einzelne Gerät den durch diesen Erlaß und durch die anderen Erlasse mit Verordnungscharakter für diesen Gerättyp harmonisierten Vorschriften entspricht.

4. « EWG-Herstellerbescheinigung » : das Verfahren, anhand dessen der Hersteller oder sein in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft niedergelassener Beauftragter in eigener Verantwortung bescheinigt, daß ein Gerät den durch diesen Erlaß und durch die anderen Erlasse mit Verordnungscharakter für diesen Gerättyp harmonisierten Vorschriften entspricht.

5. « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

6. « zugelassene Stelle » : das Labor oder die Einrichtung, das bzw. die im Rahmen des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Bedingungen und Modalitäten für die Zulassung der Labore und Stellen, die im Rahmen der Lärmbekämpfung mit der Prüfung und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen beauftragt sind, zugelassen ist und das bzw. die zugleich den durch diesen Erlaß für die Anerkennung der zugelassenen Stellen festgelegten Mindestkriterien genügt und das bzw. die zu diesem Zweck vom Minister bestimmt worden ist.

**Art. 3.** Die Einzelerlasse der Exekutive geben für die jeweiligen Gerätekategorien an, welches oder welche der in Artikel 2 genannten Verfahren anwendbar sind.

KAPITEL II. — *EWG-Bauartzulassung*

**Art. 4.** Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 18, Absatz 1 ist die EWG-Bauartzulassung, soweit sie in einem in Artikel 3 genannten Einzelerlaß der Exekutive vorgeschrieben ist, eine Vorbedingung für das Inverkehrbringen, die Inbetriebnahme und die Verwendung eines Geräts.

Der Minister erteilt auf Antrag des Herstellers oder seines in der Europäischen Gemeinschaft niedergelassenen Beauftragten die EWG-Bauartzulassung für jeden Gerättyp, der den durch diesen Erlaß und durch die anderen einschlägigen Erlasse mit Verordnungscharakter harmonisierten Vorschriften entspricht.

Bei den Prüfungen im Rahmen der EWG-Bauartzulassung kann sich der Minister von einem oder mehrerer Labors unterstützen lassen.

Der Minister erteilt die EWG-Bauartzulassung gemäß den Bestimmungen dieses Kapitels und der Anlage I.



Die Entscheidung zur Verweigerung, zur vorübergehenden Außerkraftsetzung oder zum Entzug der Bauartzulassung wird auf Vorschlag des Ministers von der Exekutive getroffen.

Nach Notifizierung der Entscheidung verfügt der Antragsteller oder sein Anwalt über eine Frist von 14 Tagen, um dem Sekretariat der Exekutive per Einschreiben einen Antrag auf Revision der Entscheidung zukommen zu lassen.

Innerhalb einer Frist von 14 Tagen nach Empfang des Antrags schickt die Exekutive dem Antragsteller eine Kopie der Verwaltungsunterlagen, auf die sich die angefochtene Entscheidung stützt.

Nach Empfang der Unterlagen verfügt der Antragsteller oder sein Anwalt über eine Frist von 14 Tagen, um dem Sekretariat der Exekutive zusätzliche Bemerkungen zukommen zu lassen.

Die Exekutive trifft ihre Entscheidung und notifiziert sie dem Antragsteller spätestens 45 Tage nach Aufgabe der Verwaltungsunterlagen.

Wird dieses Verfahren nicht eingehalten, so gilt der Revisionsantrag als unbegründet.

**Art. 5.** Sind die Ergebnisse der in Anlage I Nummer 2 vorgesehenen Prüfungen ausreichend, so stellt der Minister eine Bescheinigung über die EWG-Bauartzulassung aus, die dem Antragsteller übermittelt wird.

Die Bescheinigung über die EWG-Bauartzulassung kann mit den Bedingungen verknüpft werden, die in den in Artikel 3 genannten Einzelerlassen der Exekutive vorgesehen sind.

Das Muster der Bescheinigung über die EWG-Bauartzulassung ist in Anlage III enthalten.

Die Bescheinigung über die EWG-Bauartzulassung ist an die Bedingungen und gegebenenfalls an eine zeitliche Begrenzung der Gültigkeit gebunden, die die in Artikel 3 genannten Einzelerlasse der Exekutive vorsehen können.

**Art. 6.** Der Minister, der die EWG-Bauartzulassung erteilt hat, trifft die erforderlichen Maßnahmen, um die Übereinstimmung der Produktion mit dem zugelassenen Typ zu überwachen.

Die Modalitäten der in Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen werden in den in Artikel 3 genannten Einzelerlassen der Exekutive festgelegt.

**Art. 7.** Stellt der Minister, der die EWG-Bauartzulassung erteilt hat, fest, daß einige Geräte, für deren Typ eine EWG-Bauartzulassung ausgestellt wurde, nicht mit diesem Typ übereinstimmen, so schlägt er der Exekutive die vorübergehende Außerkraftsetzung oder den Entzug der EWG-Bauartzulassung vor.

Die EWG-Bauartzulassung kann jedoch aufrechterhalten werden, wenn die festgestellten Unterschiede geringfügig sind, die Konstruktion des Geräts nicht wesentlich ändern und auf keinen Fall die Sicherheit der Personen oder den Schutz der Umwelt gefährden; in diesem Fall fordert der Minister den Hersteller auf, an seinem Gerät sobald wie möglich die erforderlichen Änderungen vorzunehmen. Der Minister muß der Exekutive den Entzug der EWG-Bauartzulassung vorschlagen, wenn der Hersteller dieser Aufforderung nicht nachkommt.

Der Minister, die die EWG-Bauartzulassung erteilt hat, muß der Exekutive ebenfalls den Entzug dieser Zulassung vorschlagen, wenn er feststellt, daß diese nicht hätte erteilt werden dürfen.

Wird der Minister von einem Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft oder von einer anderen Region als der Wallonischen Region darüber unterrichtet, daß einer der in den Absätzen 1, bis 3 genannten Fälle gegeben ist, so trifft er nach Konsultation dieses Staates bzw. dieser Region ebenfalls die in diesen Absätzen vorgesehenen Maßnahmen.

Sind sich der Minister, der die EWG-Bauartzulassung erteilt hat, und ein Mitgliedstaat der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft nicht über die Zweckmäßigkeit oder Notwendigkeit eines Entzugs einig, so wird die Kommission der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft unterrichtet.

### KAPITEL III. — EWG-Baumusterprüfung

**Art. 8.** Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 18, Absatz 1 ist die EWG-Baumusterprüfung, soweit sie in einem in Artikel 3 genannten Einzelerlaß der Exekutive vorgeschrieben ist, eine Vorbedingung für das Inverkehrbringen, die Inbetriebnahme und die Verwendung eines Geräts.

Die EWG-Baumusterprüfungen werden von den Stellen vorgenommen, die vom Minister dafür zugelassen sind.

**Art. 9.** Die zugelassenen Stellen, die vom Minister mit der EWG-Baumusterprüfung gemäß den Vorschriften von Artikel 10 beauftragt werden, müssen den in Anlage II vorgesehenen Mindestkriterien entsprechen.

Der Minister ist nicht deswegen verpflichtet, eine Stelle zuzulassen, weil sie den Mindestkriterien entspricht.

Hat der Minister eine oder mehrere Stellen zur Durchführung der EWG-Baumusterprüfung zugelassen, so übermittelt er den Mitgliedstaaten der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, der Kommission und den anderen Regionen als der Wallonischen Region die Liste dieser Stellen und teilt ihnen jede nachträgliche Änderung dieser Liste mit.

**Art. 10.** Die in Artikel 9 erwähnten zugelassenen Stellen erteilen auf Antrag des Herstellers oder seines in der Europäischen Gemeinschaft niedergelassenen Beauftragten die EWG-Baumusterprüfbescheinigung für jeden Gerätetyp, der den durch diesen Erlaß und durch die anderen einschlägigen Erlasse mit Verordnungscharakter harmonisierten Vorschriften entspricht und bei dem sich der Hersteller verpflichtet hat, die in den Einzelerlassen vorgesehenen Bedingungen einzuhalten.

Der Antrag auf EWG-Baumusterprüfung für ein und denselben Gerätetyp darf nur bei einer einzigen zugelassenen Stelle gestellt werden.

Die EWG-Baumusterprüfbescheinigung wird von den zugelassenen Stellen nach den in diesem Kapitel und in Anlage I festgelegten Bestimmungen erteilt, verweigert, vorübergehend außer Kraft gesetzt oder entzogen.

**Art. 11.** Die Bescheinigung über die EWG-Baumusterprüfung wird nach dem Muster in Anlage III ausgestellt. Die Bescheinigung über die EWG-Baumusterprüfung ist mit den Bedingungen und gegebenenfalls einer zeitlichen Begrenzung der Gültigkeitsdauer verknüpft, welche die in Artikel 3 genannten Einzelerlasse der Exekutive vorsehen können.

**Art. 12.** Die zugelassene Stelle, die die EWG-Baumusterprüfbescheinigung erteilt hat, trifft die erforderlichen Maßnahmen, um die Übereinstimmung der Produktion mit dem geprüften Typ zu überwachen.

Die in Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten werden in den in Artikel 3 genannten Einzelerlassen der Exekutive festgelegt.

**Art. 13.** Stellt eine zugelassene Stelle fest, daß einige Geräte, für deren Typ sie eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung ausgestellt hat, nicht mit diesem Typ übereinstimmen, so fordert sie den Inhaber der Bescheinigung auf, die Produktion innerhalb einer von ihr gesetzten Frist entsprechend zu ändern, wobei sie die Bescheinigung eventuell vorübergehend außer Kraft setzt.

Gegebenenfalls wird in dem in Artikel 3 genannten Einzelerlaß der Exekutive für dieses Gerät festgelegt, welche Zahl von einzelnen Geräten als ausreichend anzusehen ist, um ein Eingreifen der zugelassenen Stelle zu rechtfertigen. Kommt der Hersteller dieser Aufforderung nicht innerhalb der gesetzten Frist nach, so setzt die zugelassene Stelle die Bescheinigung vorübergehend außer Kraft oder entzieht sie.

Die zugelassene Stelle entzieht die von ihr erteilte EWG-Baumusterprüfbescheinigung, wenn sich herausstellt, daß diese nicht hätte erteilt werden dürfen.

Sie setzt die Bescheinigung außer Kraft oder entzieht sie, wenn der Inhaber der Bescheinigung seinen Verpflichtungen gemäß Artikel 10 gegenüber der zugelassenen Stelle nicht nachkommt.

**Art. 14. § 1.** Die zugelassene Stelle schickt dem Minister und dem Hersteller gleichzeitig eine Kopie der EWG-Baumusterprüfbescheinigung, der Verweigerung, der vorübergehenden Außerkraftsetzung oder des Entzugs dieser Bescheinigung.

Damit der Minister überwachen kann, ob die zugelassenen Stellen ihre Aufgaben ordnungsgemäß erfüllen, kann er zu jeder Zeit einen ausführlichen Bericht über die getroffenen Maßnahmen, die angewandten Verfahren und Methoden, die verwendeten Geräte und im allgemeinen über jede Angabe, mit der die Qualität der durchgeführten Arbeit beurteilt werden kann, von diesen Stellen verlangen.

Die zugelassenen Stellen erlauben den vom Minister benannten Sachverständigen, die Einrichtungen zu jeder Zeit zu besichtigen.

§ 2. Ein Einspruch gegen die Entscheidungen der zugelassenen Stelle kann beim Minister erhoben werden.

Der Einspruch muß bei Strafe des Ausschlusses binnen 14 Tagen ab der Notifizierung der Entscheidung per Einschreiben an den Minister gerichtet werden.

Der Minister benennt eine andere zugelassene Stelle und beauftragt sie, über den Einspruch zu entscheiden.

Die durch das Eingreifen der vom Minister benannten zugelassenen Stelle entstandenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers, wenn die Schlussfolgerung die Entscheidung der zugelassenen Stelle, gegen die Beschwerde eingelegt worden ist, bestätigt.

Anderenfalls müssen diese Kosten von der Stelle getragen werden.

§ 3. Stellt der Minister fest, daß eine von ihm benannte Stelle die in den Artikeln 10 und 13 erwähnten Aufgaben nicht ordnungsgemäß erfüllt, so teilt er dies dieser Stelle mit und fordert sie auf, ihren Verpflichtungen nachzukommen.

Wenn die Stelle der Aufforderung nicht nachkommt, schlägt der Minister der Exekutive den Entzug der Zulassung vor.

§ 4. Der Minister schlägt der Exekutive auf jeden Fall den Entzug der Zulassung einer von ihm benannten Stelle vor, wenn er feststellt, daß diese Stelle den in Anlage II festgelegten Mindestkriterien nicht mehr genügt.

**Art. 15.** Wenn die Exekutive einer Stelle die Zulassung entzieht, beauftragt der Minister eine andere zugelassene Stelle, die Verpflichtungen und Aufgaben, die sich aus den von dieser Stelle vor dem Entzug der Zulassung erteilten EWG-Baumusterprüfbescheinigung ergeben, fortlaufend zu erfüllen.

Der Minister muß alle von dieser Stelle vor dem Entzug der Zulassung ausgestellten Bescheinigungen für nichtig erklären, wenn diese zu Unrecht erteilt worden sind.

#### KAPITEL IV. — EWG-Prüfung und EWG-Herstellerbescheinigung

**Art. 16.** Die in Artikel 3 genannten Einzelerlasse der Exekutive, die die EWG-Prüfung oder die EWG-Herstellerbescheinigung vorschreiben, legen das einzuhaltende Verfahren fest.

Im Falle der Herstellerbescheinigung trägt der Minister dafür Sorge, daß die Produktion den durch diesen Erlaß und durch die anderen einschlägigen Erlasse mit Verordnungskarakter harmonisierten Vorschriften entspricht.

Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 18, Absatz 1 sind die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 anwendbar.

#### KAPITEL V. — Gemeinsame Bestimmungen

**Art. 17.** Der Hersteller oder sein in der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft niedergelassener Beauftragter stellt für jedes Gerät einer bestimmten Bauart, das gemäß den harmonisierten Vorschriften sowie in Übereinstimmung mit dem zugelassenen oder baumustergeprüften Typ hergestellt wurde, eine EWG-Übereinstimmungsbescheinigung nach dem Muster in Anlage IV aus.

Sofern ein in Artikel 3 genannter Einzelerlaß der Exekutive dies vorschreibt, bringt der Hersteller auf dem Gerät das entsprechende Zeichen mit den in diesem Einzelerlaß angegebenen Angaben an.

Die Kosten für die Durchführung des in einem in Artikel 3 genannten Einzelerlaß der Exekutive vorgeschriebenen Verfahrens hat der Antragsteller zu tragen.

KAPITEL VI. — *Harmonisierte technische Vorschriften*

**Art. 18.** In der Wallonischen Region gelten die EWG-Bauartzulassungserklärungen, die EWG-Baumusterprüfbescheinigungen, die EWG-Prüfbescheinigungen und die EWG-Herstellerbescheinigungen, die in Anwendung der für die Einhaltung der diesbezüglichen Europäischen Richtlinien verabschiedeten Rechtsvorschriften eines anderen Mitgliedstaates der EWG oder einer anderen Region als der Wallonischen Region ausgehändigt werden.

Eine Übereinstimmung des Gerätes mit diesem Erlaß und mit den anderen einschlägigen Erlassen mit Verordnungscharakter ist gegeben, wenn die in Artikel 17 genannte Übereinstimmungsbescheinigung vorliegt und wenn — sofern die Einzelerlasse dies vorsehen — auf dem Gerät ein Übereinstimmungszeichen angebracht ist.

Beim Angebot und bei der Zurverfügungstellung für den Benutzer muß diese Bescheinigung in französischer und deutscher Sprache abgefaßt werden.

**Art. 19.** Stellt der Minister auf der Grundlage einer ausführlichen Begründung fest, daß ein Gerät trotz Einhaltung der durch diesen Erlaß und durch die anderen einschlägigen Erlasse mit Verordnungscharakter harmonisierten Vorschriften eine Gefahr für die Sicherheit oder die Gesundheit darstellt, so kann er das Inverkehrbringen und die Verwendung dieses Gerätes im Hoheitsgebiet der Wallonischen Region vorläufige untersagen oder besonderen Bedingungen unterwerfen. Er teilt dies unter Angabe der Gründe für seine Entscheidung den Mitgliedstaaten, der Kommission und den anderen Regionen als der Wallonischen Region mit.

**Art. 20. § 1.** In bestimmten Fällen können die Konstruktion und das Herstellungsverfahren eines Gerätetyps, ohne daß für diesen Gerätetyp die Rechtsvorteile von Artikel 18 verlorengehen, von einigen Bestimmungen der Einzelerlasse der Exekutive abweichen — sofern diese Erlasse die Bestimmungen genau angeben, von denen abgewichen werden darf — wenn die vorgenommenen Änderungen einen mindestens gleichwertigen Schutz in bezug auf Sicherheit und Gesundheit gewährleisten.

In den in Artikel 3 genannten Einzelerlassen der Exekutive werden ausdrücklich die Bestimmungen bezeichnet, von denen abgewichen werden darf.

**§ 2.** Im Falle des Verfahrens der Bauartzulassung werden der Antrag auf Abweichung und die Unterlagen mit der Beschreibung des Gerätetyps sowie die Belege zur Begründung des Antrags auf Abweichung, insbesondere die Ergebnisse der etwaigen Prüfungen, per Einschreiben an den Minister gerichtet. Nach Abschluß des Verfahrens unterrichtet der Minister den Antragsteller über die Antwort der Kommission der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft.

**§ 3.** Im Falle des Verfahrens der EWG-Baumusterprüfung wird der Antrag auf Abweichung an die zugelassene Stelle gerichtet, die ihn an den Minister weiterleitet.

Die zugelassene Stelle unterrichtet den Antragsteller über die Antwort der Kommission der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft.

**§ 4.** Wird vom Hersteller selbst eine Bescheinigung ausgestellt, so ist eine Abweichung von den durch diesen Erlaß und durch die anderen Erlasse mit Verordnungscharakter für das Gerät harmonisierten Vorschriften in Anwendung der Bestimmungen von § 1 nur zulässig, wenn eine zugelassene Stelle dem Hersteller bestätigt hat, daß die in Betracht gezogene Abweichung die Sicherheit nicht beeinträchtigt.

Die Abweichung wird von der zugelassenen Stelle genehmigt.

Vor Genehmigung dieser Abweichung unterrichtet die zugelassene Stelle die anderen zugelassenen Stellen. Bei Anfechtung durch eine dieser Stellen binnen zwei Monaten übermittelt die Stelle, an die der Antrag gerichtet worden ist, dem Minister alle Unterlagen.

Nach Abschluß des Verfahrens unterrichtet der Minister die Stelle über die Endentscheidung.

KAPITEL VII. — *Allgemeine und Schlussbestimmungen*

**Art. 21.** Jede Entscheidung der Exekutive, des Ministers oder einer zugelassenen Stelle, die in Anwendung dieses Erlasses und der Einzelerlasse getroffen wird und durch die für einen Gerätetyp oder ein Gerät die EWG-Bauartzulassung, die EWG-Baumusterprüfung oder die EWG-Prüfung verweigert, das Inverkehrbringen, die Inbetriebnahme oder die Verwendung verboten wird, ist angemessen zu begründen und dem Betroffenen binnen einem Monat zu notifizieren. Gegen diese Entscheidung kann binnen 14 Tagen nach Notifizierung der Entscheidung Einspruch erhoben werden.

**Art. 22.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Namur, am 19. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage I

## EWG-BAUARTZULASSUNG UND EWG-BAUMUSTERPRÜFUNG

## 1. Antrag auf EWG-Bauartzulassung oder EWG-Baumusterprüfung.

## 1.1. Der Antrag muß Angaben enthalten :

- Name und Anschrift des Herstellers oder der Firma, seines (ihres) Beauftragten oder des Antragstellers, sowie Ort oder Orte der Herstellung der Geräte;
- Art des Geräts;
- vorgesehener Verwendungszweck;
- technische Merkmale;
- etwaige Handelsbezeichnung oder Typ.

## 1.2. Dem Antrag sind in doppelter Ausfertigung die Unterlagen mit allen in den in Artikel 3 dieses Erlasses genannten Einzelerlassen der Exekutive vorgesehenen Angaben sowie eine Erklärung beizufügen, mit der bescheinigt wird, daß für das gleiche Gerät kein weiterer Antrag auf EWG-Bauartzulassung bzw. Baumusterprüfung gestellt wurde.

## 2. EWG-Bauartzulassungsprüfung bzw. EWG-Baumusterprüfung.

Die Prüfung eines Geräts im Hinblick auf die Erteilung der EWG-Bauartzulassung bzw. die Durchführung der EWG-Baumusterprüfung erfolgt gemäß den Vorschriften der einschlägigen Einzelerlasse. Gegebenenfalls wird ein Prüfprotokoll nach dem Muster erstellt, das in dem entsprechenden Einzelerlaß enthalten ist.

## 3. EWG-Bauartzulassungsbescheinigung bzw. EWG-Baumusterprüfbescheinigung.

In der in den Artikeln 5 und 10 genannten Bescheinigung, deren Muster in Anlage III enthalten ist, sind die Ergebnisse der Prüfungen des Geräts und die Bedingungen aufgeführt, die gegebenenfalls mit der EWG-Bauartzulassung bzw. der EWG-Baumusterprüfung verknüpft sind. Dieser Bescheinigung sind die für die genaue Identifizierung des Gerätes notwendigen Beschreibungen, Zeichnungen und gegebenenfalls Photographien sowie erforderlichenfalls die Betriebsanleitung beizufügen.

## 4. Bekanntmachung der EWG-Bauartzulassung bzw. der EWG-Baumusterprüfung.

## 4.1. Zum Zeitpunkt der Zustellung an der Antragsteller übermittelt der Minister, der die EWG-Bauartzulassung erteilt hat, der Kommission, den Mitgliedstaaten und den anderen Regionen als der Wallonischen Region Abschriften der EWG-Bauartzulassungsbescheinigung bzw. der EWG-Baumusterprüfbescheinigung; die zugelassene Stelle, die die EWG-Baumusterprüfung vorgenommen hat, übermittelt der Kommission und den übrigen zugelassenen Stellen Abschriften der EWG-Bauartzulassungsbescheinigung bzw. der EWG-Baumusterprüfbescheinigung. Die Mitgliedstaaten, die anderen Regionen als die Wallonische Region und die übrigen Stellen können auch Abschriften der endgültigen technischen Unterlagen für das Gerät und der Protokolle über die vorgenommenen Prüfungen erhalten.

Die Kommission, die Mitgliedstaaten, die anderen Regionen als die Wallonische Region und die zugelassenen Stellen, die eine Abschrift der endgültigen technischen Unterlagen erhalten, müssen den Schutz des gewerblichen Eigentums und des Berufsgeheimnisses gewährleisten.

## 4.2. Der Entzug einer EWG-Bauartzulassung bzw. einer EWG-Baumusterprüfbescheinigung erfolgt nach dem in Nummer 4.1. vorgesehenen Bekanntmachungsverfahren.

## 4.3. Die Exekutive, die eine EWG-Bauartzulassung verweigert, bzw. die zugelassene Stelle, die eine EWG-Baumusterprüfbescheinigung verweigert, unterrichtet die Kommission und die übrigen Mitgliedstaaten sowie die anderen Regionen als die Wallonische Region bzw. die übrigen zugelassenen Stellen hiervon.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage II

MINDESTKRITERIEN, DIE FÜR DIE BENENNUNG DER ZUGELASSENEN STELLEN  
ZU BERÜCKSICHTIGEN SIND

1. Die Stellen, die mit der Prüfung der Geräte betraut sind, müssen über genügend qualifiziertes Personal und die notwendigen Mittel zur angemessenen Erfüllung der technischen und administrativen Aufgaben verfügen; sie müssen außerdem Zugang haben zu den erforderlichen Geräten für außerordentliche Prüfungen, die in den Einzelerlassen vorgesehen sind.

2. Die Stelle, ihr Leiter und ihr Personal dürfen weder mit dem Konstrukteur, dem Hersteller, dem Lieferanten oder dem Installateur der Geräte identisch noch Beauftragte einer dieser Personen sein. Sie dürfen weder unmittelbar noch als Beauftragte an der Planung, am Bau, am Vertrieb, am Zum-Verkauf-Anbieten oder an der Instandhaltung dieser Geräte beteiligt sein. Das schließt nicht die Möglichkeit eines technischen Information-saustauschs zwischen dem Hersteller und der zugelassenen Stelle aus.

3. Das mit der Prüfung der Geräte im Hinblick auf die Erteilung der EWG-Baumusterprüfbescheinigung beauftragte Personal muß seine Aufgaben mit größter technischer Kompetenz durchführen und muß unabhängig sein von jeder Einflußnahme- vor allem finanzieller Art, die seine Beurteilung oder die Ergebnisse seiner Arbeit beeinflussen könnte, insbesondere von der Einflußnahme seitens Personen oder Personengruppen, die an den Ergebnissen der Prüfungen interessiert sind.

4. Das mit dem Prüfungen beauftragte Personal muß folgendes besitzen :

- eine gute technische und berufliche Ausbildung;
- eine ausreichende Kenntnis der Vorschriften für die von ihm durchgeführten Prüfungen und eine ausreichende praktische Erfahrung bei diesen Arbeiten;
- die erforderliche Eignung für die Abfassung der Protokolle und Prüfberichte, in denen die durchgeführten Arbeiten niedergelegt werden.

5. Die Unabhängigkeit des mit der Prüfung beauftragten Personals ist zu gewährleisten. Die Höhe der Entlohnung jedes Prüfers darf sich weder nach der Zahl der von ihm durchgeführten Prüfungen noch nach den Ergebnissen dieser Prüfungen richten.

6. Für die Stelle muß eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage III

**MUSTER EINER BESCHEINIGUNG ÜBER DIE EWG-BAUARTZULASSUNG  
ODER EWG-BAUMUSTERPRÜFUNG FÜR BAUGERÄTE, -AUSRÜSTUNGEN, -EINRICHTUNGEN ODER  
BAUMASCHINEN SOWIE BAUTEILE HIERVON**

Name der zuständigen Verwaltung oder zugelassenen Stelle .....

.....

EWG-Bauartzulassungsbescheinigung/EWG-Baumusterprüfbescheinigung (\*) .....

.....

Nummer der EWG-Bauartzulassung/EWG-Baumusterprüfung (\*) .....

1. Art, Typ und Fabrik- oder Handelsmarke .....

2. Name und Anschrift des Herstellers .....

.....

3. Name und Anschrift des Inhabers der Bescheinigung .....

.....

4. Zur EWG-Bauartzulassung/EWG-Baumusterprüfung (\*) vorgeführt am .....

5. Bescheinigung aufgrund folgender Vorschrift .....

.....

6. Prüfstelle .....

7. Datum und Nummer des Prüfprotokolls .....

8. Datum der EWG-Bauartzulassung/EWG-Baumusterprüfung (\*) .....

9. Als Anlagen sind dieser Bescheinigung folgende mit der oben angegebenen EWG-Bauartzulassungsnummer/  
EWG-Baumusterprüfbescheinigungsnummer (\*) gekennzeichnete Unterlagen beigelegt .....

(\*) Nichtzutreffende bitte streichen.

10. Eventuelle zusätzliche Bemerkungen .....

.....

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## Anlage IV

**EWG-BESCHEINIGUNG DER ÜBEREINSTIMMUNG VON BAUGERÄTEN,  
-AUSRÜSTUNGEN, -EINRICHTUNGEN,  
-MACHINEN ODER BAUTEILEN HIERVON MIT EINEM ZUGELASSENEN ODER GEPRÜFTEN TYP**

Der Unterzeichnete : .....  
(Name und Vorname)

bescheinigt, daß das Baugerät, die Bauausrüstung, die Baueinrichtung, die Baumachine, das Bauteil (\*)

1. Art. ....

2. Fabrikmarke .....

3. Typ .....

4. Nummer innerhalb der Typenserie des Geräts: .....

5. Nummer innerhalb der Typenserie des Fahrgestells, wenn diese von derjenigen des Geräts abweicht: .....

6. Baujahr: .....

in Übereinstimmung mit

— dem (den) zugelassenen Typ(en) (bei EWG-Bauartzulassung) (\*)

— dem (den) geprüften Typ(en) (bei EWG-Baumusterprüfung) (\*)

hergestellt worden ist, wie in der nachstehenden Übersicht angegeben :

Einzelklasse	Bei EWG-Bauartzulassung (*)			Bei EWG-Baumusterprüfung (*)		
	Nr.	Datum	Mitgliedstaat	Nr.	Datum	zugelassene Stelle

(\*) Nichtzutreffende bitte streichen.

7 Besondere Vorschriften, .....

....., den .....

(Unterschrift)

(Amtsbezeichnung)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1989 beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

## VERTALING

N 90 — 377

**19 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende gemeenschappelijke bepalingen voor bouwmaterieel en bouwmachines**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de richtlijn (84/532/EEG) van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 september 1984 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake gemeenschappelijke bepalingen inzake bouwmaterieel en bouwmachines;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die, in het kader van de bestrijding van de geluidshinder belast zijn met het proeven van en de controle op de apparaten en inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1977;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1986 betreffende de gemeenschappelijke bepalingen inzake bouwmaterieel en bouwmachines;

Gelet op het arrest nr. 29 693 van 25 maart 1988 van de Raad van State, afdeling administratie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit:

## HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Onder « materieel », in de zin van dit besluit, dient te worden verstaan bouwmaterieel, -uitrustingen-, installaties en -machines of hun onderdelen die, volgens het type constructie, dienen om werkzaamheden op civieltechnische werken en bouwterreinen te verrichten zonder hoofdzakelijk bestemd te zijn voor het vervoer van goederen of personen.

Dit besluit is enkel van toepassing op de in 1<sup>o</sup> omschreven uitrustingen voor civieltechnische werken en bouwterreinen, waarvoor gedetailleerde toepassingsbepalingen in de in artikel 3 bedoelde bijzondere reglementerende besluiten zijn omschreven.

Landbouw- en bosbouwtrekkers, alsmede hefmaterieel zijn van de werkings sfeer van dit besluit uitgesloten.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> « EEG-typegoedkeuring », de procedure waarbij de Minister na proefnemingen constateert en verklaart dat een type materieel als bedoeld in artikel 1 voldoet aan de bij dit besluit en de andere desbetreffende reglementerende besluiten geharmoniseerde voorschriften;

2<sup>o</sup> « EEG-typeonderzoek », de procedure waarbij een door de Minister hiertoe erkende instelling na proefnemingen constateert en verklaart dat een type materieel voldoet aan de bij dit besluit en de andere desbetreffende reglementerende besluiten geharmoniseerde voorschriften;

3<sup>o</sup> « EEG-goedkeuring », de procedure waarbij de Minister na proefnemingen verklaart dat elk materieel afzonderlijk voldoet aan de bij dit besluit en de andere desbetreffende reglementerende besluiten geharmoniseerde voorschriften;

4<sup>o</sup> « EEG-fabrikantenverklaring », de procedure waarbij de fabrikant of zijn in de Europese Economische Gemeenschap gevestigde gemachtigde op eigen verantwoordelijkheid verklaart dat een bepaald materieel voldoet aan de bij dit besluit en de andere desbetreffende reglementerende besluiten geharmoniseerde voorschriften;

5<sup>o</sup> « Minister », de Minister van de Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort.

6<sup>o</sup> « Erkende instelling », het in het kader van het koninklijk besluit van 2 april 1974 houdende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en lichamen die in het kader van de bestrijding van de geluidshinder belast zijn met het beproeven van en de controle op apparaten inrichtingen en dat tevens voldoet aan de bij dit besluit bepaalde minimumcriteria voor het aanwijzen van de erkende instellingen en dat door de Minister hiervoor aangewezen werd.

**Art. 3.** Bijzondere besluiten van de Executieve bepalen voor de categorieën van materieel waarop zij betrekking hebben, de procedure welke op de in artikel 2, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup> bedoelde procedures van toepassing zijn.

## HOOFDSTUK II. — EEG-typegoedkeuring

**Art. 4.** De EEG-typegoedkeuring vormt, indien deze in een volgens artikel 3, door een bijzonder besluit van de Executieve is voorgeschreven, een voorafgaande voorwaarde voor het op de markt brengen, het in gebruik nemen en het gebruik van materieel, behoudens het bepaalde in artikel 18, eerste lid.

De Minister verleent op aanvraag van de fabrikant of van diens in de Europese Economische Gemeenschap gevestigde gemachtigde de EEG-typegoedkeuring voor ieder type materieel dat voldoet aan de geharmoniseerde voorschriften die zijn vastgesteld in dit besluit en de andere desbetreffende reglementerende besluiten.

Voor de proefnemingen in het kader van de EEG-typegoedkeuring kan de Minister zich laten bijstaan door één of meer laboratoria.

De EEG-typegoedkeuring wordt door de Minister verleend overeenkomstig het bepaalde in dit hoofdstuk en in bijlage I.

De beslissing de EEG-typegoedkeuring te weigeren, te schorsen of in te trekken wordt genomen door de Executieve op voorstel van de Minister.



De verzoeker of zijn advocaat beschikt, met ingang van de kennisgeving van de beslissing, over 14 dagen om bij aangetekende brief, een aanvraag tot herziening van de beslissing aan het secretariaat van de Executieve te doen toekomen.

De Executieve doet, binnen een termijn van 14 dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag, een afschrift van het administratieve dossier waarop de betwiste beslissing wordt verantwoorde, toekomen aan de verzoeker.

De verzoeker of zijn advocaat beschikt, met ingang van de ontvangst van het dossier, over een termijn van 14 dagen om zijn aanvullende opmerkingen aan het secretariaat van de Executieve te doen toekomen.

De Executieve bepaalt en betekent zijn beslissing aan de verzoeker uiterlijk 45 dagen na afschrift van het administratieve dossier.

Bij gebreke ervan wordt de aanvraag tot herziening ongegrond beoordeeld.

**Art. 5.** Indien de conclusies van de in bijlage 1, punt 2 bedoelde proefnemingen bevredigend zijn, stelt de Minister een verklaring van EEG-typegoedkeuring op, waarvan aan de aanvrager kennis wordt gegeven.

Het model van de verklaring EEG-typegoedkeuring staat in bijlage III.

Aan de verklaring EEG-typegoedkeuring zijn de voorwaarden en eventueel een beperking van de geldigheidsduur verbonden waarin door de volgens artikel 3 bijzondere besluiten van de Executieve kan worden voorzien.

**Art. 6.** De Minister die de EEG-typegoedkeuring heeft verleend, treft de nodige maatregelen om erop toe te zien dat het produkt in overeenstemming is met het goedgekeurde type.

De modaliteiten van de in het eerste lid bedoelde maatregelen worden vastgesteld in de volgens artikel 3 bijzondere besluiten van de Executieve.

**Art. 7.** Indien de Minister die een EEG-typegoedkeuring heeft verleend constateert dat enkele exemplaren van een materieel waarvan het type is goedgekeurd, niet met dit type overeenkomen, stelt hij de Executieve voor de EEG-typegoedkeuring te schorsen of in te trekken.

De EEG-typegoedkeuring kan echter worden gehandhaafd wanneer de vastgestelde verschillen zeer gering zijn, geen wezenlijke verandering betekenen van het ontwerp van het materieel en in elk geval de veiligheid van personen en de bescherming van het milieu niet in het gedrang brengen; in dat geval verzoekt de Minister de fabrikant zijn produkten zo spoedig mogelijk aan te passen. De Minister moet de EEG-typegoedkeuring intrekken indien de fabrikant aan dat verzoek geen gevolg geeft.

De Minister die de EEG-typegoedkeuring heeft verleend, moet deze eveneens intrekken indien hij constateert dat die typegoedkeuring niet had mogen worden verleend.

Indien de Minister door een andere Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap of door een andere Gewest dan het Waalse Gewest in kennis wordt gesteld van het bestaan van één der gevallen bedoeld in de leden 1 tot 3 neemt hij, na overleg met deze staat of met dit Gewest, eveneens de in die leden bedoelde maatregelen.

Indien de wenselijkheid van of de verplichting tot intrekking een punt van geschil vormt tussen de bevoegde overheid die de EEG-typegoedkeuring heeft verleend en die van een andere Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap, wordt de Commissie van de Europese Economische Gemeenschap op de hoogte gehouden.

### HOOFDSTUK III. — EEG-typeonderzoek

**Art. 8.** Het EEG-typeonderzoek vormt, indien het in een volgens artikel 3 bijzonder besluit van de Executieve is voorgeschreven, een voorafgaande voorwaarde voor het op de markt brengen, het in gebruik nemen en het gebruik van materieel behoudens het bepaalde in artikel 18, eerste lid.

De EEG-typeonderzoeken worden verricht door de daartoe door de Minister erkende instellingen.

**Art. 9.** De erkende instellingen die door de Minister zijn belast met het EEG-typeonderzoek overeenkomstig de voorschriften van artikel 10, moeten voldoen aan de minimumcriteria bepaald in bijlage II.

Het feit dat die instelling aan deze minimumcriteria beantwoordt, verplicht de Minister niet tot erkenning van die instelling.

Als de Minister een instelling heeft erkend voor het verrichten van het EEG-typeonderzoek, doet hij aan de andere Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap, aan de Commissie en aan de andere Gewesten dan het Waalse Gewest de lijst van deze instellingen alsmede elke latere wijzigingen van deze lijst toekomen.

**Art. 10.** De in artikel 9 bedoelde instellingen geven op aanvraag van de fabrikant of van diens in de Europese Gemeenschap gevestigde gemachtigde de verklaring van de EEG-typeonderzoek af voor ieder type materieel dat voldoet aan de voorschriften van dit besluit en van andere desbetreffende reglementaire besluiten en waarvoor de fabrikant zich ertoe heeft verbonden dat hij zich zal voegen naar de in de bijzondere besluiten vastgestelde voorwaarden.

Voor eenzelfde type materieel mag de aanvraag om een EEG-typeonderzoek slechts bij één der erkende instellingen worden ingediend.

De verklaring van EEG-typeonderzoek wordt door de erkende instellingen afgegeven, geweigerd, geschorst of ingetrokken, overeenkomstig het bepaalde in dit hoofdstuk en in bijlage I.

**Art. 11.** De verklaring van EEG-typeonderzoek wordt opgesteld volgens het model vermeld in bijlage II.

Aan de verklaring van EEG-typeonderzoek zijn de voorwaarden en eventueel een beperking van de geldigheidsduur verbonden waarin door de volgens artikel 3 bijzondere besluiten van de Executieve kan worden voorzien.

**Art. 12.** De erkende instellingen die de verklaring van EEG-typeonderzoek heft afgegeven treft de nodige maatregelen om erop toe te zien dat het produkt in overeenstemming is met het onderzochte type.

De modaliteiten van de in het vorige lid bedoelde maatregelen worden vastgesteld in de volgens artikel 3 bijzondere besluiten van de Executieve.

**Art. 13.** Indien een erkende instelling constateert dat enkele exemplaren van een materieel niet overeenstemmen met het type waarvoor zij een verklaring van EEG-typeonderzoek heeft afgegeven, verzoekt zij de houder van de verklaring om binnen door haar bepaalde termijn zijn productie in overeenstemming met het type te brengen en schorst zij eventueel de verklaring. In voorkomend geval wordt in het desbetreffende bijzondere besluit van de Executieve het aantal exemplaren vastgesteld dat voldoende wordt geacht om ingrijpen van de erkende instelling te rechtvaardigen. Indien de fabrikant niet binnen de gestelde termijn op dit verzoek ingaat, wordt de verklaring door de erkende instelling geschorst of ingetrokken.

De erkende instelling trekt de door haar afgegeven verklaring van EEG-typeonderzoek in indien blijkt dat deze verklaring niet had mogen worden afgegeven.

De erkende instelling schorst de verklaring of trekt deze in wanneer de houder ervan zijn in artikel bedoelde verbintenissen ten opzichte van de erkende instelling niet nakomt.

**Art. 14. § 1.** De erkende instelling zendt aan de Minister, gelijktijdig met het overmaken aan de fabrikant een afschrift van de verklaring van EEG-typeonderzoek of van de schorsing of intrekking hiervan.

Om erop toe te zien dat de erkende instelling hun taken op een juiste wijze vervullen kan de Minister haar te allen tijde vragen een verslag over de verrichte maten, de gevolgde procedures en methodes, de gebruikte apparaten en over elk element waarmee de kwaliteit van het verrichte werk kan worden geschat.

De erkende instellingen verlenen aan de door de Minister aangewezen experten machtiging om te allen tijd hun installaties na te zien.

§ 2. Een beroep kan tegen de beslissingen van de erkende instelling bij de Minister worden ingesteld.

Op straffe van uitsluiting moet het beroep bij aangetekende brief binnen een termijn van 14 dagen met ingang van de betekening van de beslissing aan de Minister worden gericht.

De Minister wijst een andere erkende instelling aan die ermee belast is over het beroep te beslissen.

De lasten die voortkomen uit de toetreding van de door de Minister erkende instelling komen ten laste van de verzoeker indien de conclusie de beslissing van erkende instelling waartegen het beroep werd ingediend, bevestigt.

Die lasten komen ten laste van de erkende instelling in het tegengestelde geval.

§ 3. Indien de Minister constateert dat een door hem aangewezen instelling haar in de artikelen 10 en 13 genoemde taken niet op een juiste wijze vervult, stelt hij deze instelling op de hoogte ervan en vraagt haar aan, haar verplichtingen te voldoen.

Indien de instelling die aanvraag niet beantwoordt, stelt de Minister de Executieve voor de intrekking van haar erkenning.

§ 4. De Minister stelt in elk geval de Executieve voor de erkenning van een door hem erkende instelling in te trekken wanneer hij constateert dat deze instelling niet meer voldoet aan de in bijlage II vastgestelde minimum-criteria.

**Art. 15.** Wanneer de Executieve de erkenning van een instelling intrekt, wordt een andere instelling door de Minister belast met de continuïteit van de vervulling van de verplichtingen en taken die voortkomen uit de afgifte, voor de intrekking van de erkenning, van verklaringen van EEG-typeonderzoek door deze instelling.

De Minister moet alle door deze instelling, voor de intrekking van de erkenning, afgegeven verklaringen nietig verklaren voor zover deze ten onrechte zijn afgegeven.

#### HOOFDSTUK IV. — EEG-keuring en EEG-fabrikantenverklaringen

**Art. 16.** In de bijzondere besluiten van de Executieve in de zin van artikel 3 waarin de EEG-keuring of de in EEG-fabrikantenverklaring wordt voorgeschreven, wordt de te volgen procedure bepaald.

In het geval van een fabrikantenverklaring ziet de Minister erop toe dat de fabricage overeenstemt met de door dit besluit geharmoniseerde voorschriften en met die van de andere reglementaire besluiten die daarop betrekking hebben.

Het in de leden 1 en 2 gestelde geldt behoudens het bepaalde in artikel 18, eerste lid.

#### HOOFDSTUK V. — Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 17.** De fabrikant of zijn in de Europese Economische Gemeenschap gevestigde gemachtigd geeft voor elk exemplaar van een type materieel dat is gebouwd overeenkomstig het goedgekeurde of onderzochte type, een EEG-certificaat van overeenstemming af, waarvan het model in bijlage IV is opgenomen.

Wanneer een bijzonder besluit van de Executieve in de zin van artikel 3 dat voorschrijft, plaatst de fabrikant op het materieel het merkteken vergezeld van de in dat besluit vermelde aanwijzingen.

De kosten verbonden met de toepassing van de door in de zin van artikel 3 een bijzonder besluit van de Executieve voorgeschreven procedure komen ten laste van de aanvrager.

HOOFDSTUK VI. — *Geharmoniseerde technische voorschriften*

**Art. 18.** De EEG-typegoedkeuring, de verklaringen van EEG-typeonderzoek, de verklaring van EEG-keuring en de EEG-fabrikantenverklaringen afgegeven met toepassing van de wetgeving van een andere Lid-Staat van de EEG of van een ander Gewest dan het Waalse Gewest aangenomen ten einde aan de Europese richtlijnen zich aan te passen, gelden in het Waalse Gewest.

Het in artikel 17 bedoelde certificaat van overeenstemming en, wanneer het door bijzondere besluiten wordt voorgeschreven, het aan het apparaat aangebrachte zijn van een overeenstemmingsmerkteken, geldt als vermoeden van overeenstemming dat het materieel voldoet aan de voorschriften van dit besluit en aan de andere desbetreffende reglementaire besluiten.

Bij het aanbod en bij het ter beschikking van de gebruiker stellen moet dit certificaat in het Frans en in het Duits worden opgesteld.

**Art. 19.** Indien de Minister op de grondslag van een uitvoerige motivering constateert dat een materieel, hoewel het voldoet aan de door dit besluit en door de andere desbetreffende reglementaire besluiten geharmoniseerde voorschriften, gevaar oplevert voor de veiligheid of de gezondheid, kan de Minister het op de markt brengen en het gebruik van dit materieel op het grondgebied van het Waalse Gewest voorlopig verbieden of aan bijzondere voorwaarden onderwerpen. De Minister stelt hiervan onmiddellijk de overige Lid-Staten, de Commissie en de andere Gewesten dan het Waalse Gewest in kennis, onder opgave van de motieven van zijn besluit.

**Art. 20. § 1.** Bij het ontwerp en de wijze van vervaardiging van een type materieel mag in specifieke gevallen van sommige bepalingen voorzien in de bijzondere besluiten van de Executieve worden afgeweken voor zover die besluiten vermelden van welke bepalingen het mogelijk is te worden afgeweken zonder dat dit type materieel daardoor niet meer voor het bepaalde in artikel 18 in aanmerking komt, indien de aangebrachte veranderingen bedoeld zijn op het gebied van de veiligheid of de gezondheid een op zijn minst even hoog niveau van bescherming te verkrijgen.

De bijzondere besluiten van de Executieve in de zin van artikel 3 vermelden uitdrukkelijk van welke bepalingen aldus mag worden afgeweken.

§ 2. In het geval van een goedkeuringsprocedure wordt het verzoek tot afwijking, vergezeld van de documenten met de beschrijving van het type materieel en de bescheiden ter staving van het verzoek om van een bepaling te mogen afwijken, met name de eventueel verrichten proeven, gericht bij aangetekende brief aan de Minister. Na het verstrijken van de procedure brengt de Minister de aanvrager op de hoogte van de door de Commissie van het Europese Economische Gemeenschap gegeven antwoord.

§ 3. In het geval van een procedure van EEG-typeonderzoek wordt het verzoek tot afwijking gericht aan de erkende instelling die dit verzoek aan de Minister zendt.

De erkende instelling brengt de aanvrager op de hoogte van het door de Commissie van de Europese Economische Gemeenschap gegeven antwoord.

§ 4. Wanneer een verklaring door de fabrikant zelf is afgegeven, kan ter uitvoering van het bepaalde in § 1, in de door dit besluit en door de andere reglementaire besluiten met betrekking tot het materieel geharmoniseerde voorschriften slechts van de voorschriften van dit besluit worden afgeweken, indien een erkende instelling de fabrikant heeft bevestigd dat de overwogen afwijking de veiligheid niet in gevaar brengt.

De afwijking wordt toegestaan door de erkende instelling.

Alvorens deze afwijking toe te staan licht de erkende instelling de andere erkende instellingen. Indien een van deze instellingen zich binnen een termijn van twee maanden tegen de afwijking verzet, zendt de instelling die het verzoek ontvangen heeft, het gehele dossier aan de Minister.

Na het verstrijken van de procedure brengt de Minister de instelling op de hoogte van zijn slotbeslissing.

HOOFDSTUK VII. — *Algemene en slotbepalingen*

**Art. 21.** Elke ter uitvoering van dit besluit en van de bijzondere reglementeringen van de Executieve, van de Minister of van ene erkende instelling houdende weigering van een EEG-typegoedkeuring, van een EEG-typeonderzoek of van een EEG-typekeuring, schorsing of intrekking van een verklaring van EEG-typegoedkeuring of van EEG-typeonderzoek, dan wel verbod om een type materieel of een materieel op de markt te brengen, in gebruik te nemen of te gebruiken, moet naar behoren worden gemotiveerd, deze beslissing wordt binnen één maand ter kennis gebracht van de belanghebbende. Een beroep tegen deze beslissing kan binnen een termijn van 14 dagen met ingang van de betekening van de beslissing worden ingesteld.

**Art. 22.** De Minister tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,  
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

## Bijlage I

## EEG-TYPEGOEDKEURING EN EEG-TYPEONDERZOEK

1. *Aanvraag voor EEG-typegoedkeuring of EEG-typeonderzoek.*

## 1.1. De aanvraag moet bevatten :

- naam en adres van de fabrikant of van de firma, van zijn/haar gemachtigde of van de aanvrager, alsmede de plaats of de plaatsen waar het materieel wordt vervaardigd;
- categorie materieel;
- het beoogde gebruik;
- de technische kenmerken;
- de eventuele handelsbenaming of het type.

## 1.2. De aanvraag moet vergezeld gaan van documenten in tweevoud met alle in de bijzondere besluiten van de Executieve in de zin van artikel 3 van dit besluit en van een verklaring dat voor hetzelfde materieel geen andere aanvragen voor EEG-typegoedkeuring c.q. EEG-typeonderzoek is ingediend.

2. *Proefnemingen met het oog op de EEG-typegoedkeuring of het EEG-typeonderzoek.*

De proefnemingen op materieel met het oog op de EEG-typegoedkeuring of het EEG-typeonderzoek geschieden overeenkomstig de voorschriften van de desbetreffende bijzondere besluiten. Er wordt een beproevingsrapport opgesteld overeenkomstig het model dat in het bijzondere besluit betreffende het materieel is weergegeven.

3. *Verklaring van EEG-typegoedkeuring of EEG-typeonderzoek.*

De in artikel 5, respectievelijk artikel 10 bedoelde verklaring, waarvan het model in bijlage III staat, bevat de conclusies van de proefnemingen op het materieel en geeft de voorwaarden aan die eventueel aan de typegoedkeuring c.q. het typeonderzoek zijn verbonden. Zij moet vergezeld gaan van de beschrijvingen, tekeningen en eventueel foto's die voor de nauwkeurige identificatie van het materieel noodzakelijk zijn; zo nodig wordt een toelichting op de werking van het materieel bijgevoegd.

4. *Bekendmaking van de EEG-typegoedkeuring of het EEG-typeonderzoek.*

4.1. Tegelijk met de kennisgeving aan belanghebbende zendt de bevoegde overheid die de EEG-typegoedkeuring heeft verleend of de erkende instantie die het EEG-typeonderzoek heeft verricht, afschriften van de verklaring van EEG-typegoedkeuring aan de Commissie en aan de overige EEG Lid-Staten respectievelijk afschriften van de verklaring van EEG-typeonderzoek aan de Commissie en aan de overige erkende instanties. De overige EEG Lid-Staten en erkende instanties kunnen tevens een afschrift van het definitieve technische dossier van het materieel en van de onderzoeks- en beproevingsrapporten verkrijgen. De Commissie, de EEG Lid-Staten en de andere Gewesten dan Waalse Gewest en de erkende instanties die een afschrift van de definitieve technische bescheiden ontvangen, moeten garanderen dat de industriële eigendom en het beroepsgeheim worden geëerbiedigd.

4.2. De intrekking van een EEG-typegoedkeuring of van een verklaring van EEG-typeonderzoek wordt bekendgemaakt volgens de procedure beschreven in punt 4.1., respectievelijk 4.2.

4.3. De Executieve die een EEG-typegoedkeuring weigert of de erkende instantie die een verklaring van EEG-typeonderzoek weigert, stelt de Commissie en de overige EEG Lid-Staten, respectievelijk de andere gewesten dan het Waalse Gewest enerzijds en de overige erkende instanties anderzijds hiervan in kennis.

Gezien om bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,  
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

## Bijlage II

DOOR DE BEVOEGDE OVERHEID IN ACHT TE NEMEN MINIMUMCRITERIA VOOR HET  
AANWIJZEN VAN DE ERKENDE INSTANTIES

1. De instanties die worden belast met het onderzoek van het materieel dienen over voldoende gekwalificeerd personeel en over de nodige middelen te beschikken om de technische en administratieve taken op passende wijze te vervullen en dienen toegang te hebben tot de nodige apparatuur voor bijzondere onderzoeken, als bepaald in de bijzondere besluiten.

2. De instantie, de directeur en het personeel daarvan mogen niet de ontwerper, de fabrikant, de leverancier, de installateur van het materieel of de gemachtigde van een van deze personen zijn. Zij mogen noch rechtstreeks noch als gemachtigden optreden bij het ontwerpen, de bouw, de verkoop, de vertegenwoordiging of het onderhoud van dit materieel. Een eventuele uitwisseling van technische informatie tussen fabrikant en erkende instantie wordt door deze bepaling niet uitgesloten.

3. Het personeel dat wordt belast met het onderzoek van het materieel met het oog op de afgifte van de verklaring van EEG-typeonderzoek, dient deze taak uit te voeren met de hoogste mate van integriteit en technische bekwaamheid; het dient vrij te zijn van elke pressie en beïnvloeding, met name van financiële aard, die zijn beoordeling of de uitslag van zijn werkzaamheden kan beïnvloeden, inzonderheid van de kant van personen of groepen van personen die bij de resultaten van het onderzoek belang hebben.

4. Het personeel dat met de onderzoeken wordt belast, dient :

- een goede technische en beroepsopleiding te hebben genoten;
- een voldoende kennis te bezitten van de voorschriften betreffende de onderzoeken die het verricht en voldoende ervaring met deze werkzaamheden te hebben;
- de vereiste bekwaamheid te bezitten om op grond van de verrichte werkzaamheden processen-verbaal en rapporten op te stellen.

5. De onafhankelijkheid van het personeel dat met het onderzoek wordt belast, dient te zijn gewaarborgd. De bezoldiging van elke functionaris mag niet afhangen van het aantal controles dat hij verricht, noch van de uitslag daarvan.

6. De instantie dient verzekerd te zijn tegen wettelijke aansprakelijkheid.

7. Het personeel van de instantie is gebonden aan het beroepsgeheim ten aanzien van alles wat bij de uitoefening van zijn taak in het kader van dit besluit en van de bijzondere door Ons vast te stellen reglementeringen, waarvan sprake in artikel 3, lid 2 van dit besluit of van enige andere bepaling van intern recht die daaraan uitvoering geeft te zijner kennis is gekomen (behalve tegenover de bevoegde overheidsinstanties van de Staat die de instantie heeft aangewezen).

Gezien om bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,  
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

Bijlage III

MODEL

**VERKLARING VAN EEG-TYPEGOEDKEURING OF VAN EEG-TYPEONDERZOEK  
VOOR EEN TYPE BOUWMATERIEEL, -UITRUSTING, -INSTALLATIE OF  
-MACHINE OF ONDERDELEN DAARVAN**

Aanduiding van de bevoegde dienst of de erkende instantie .....

.....

.....

Verklaring van EEG-typegoedkeuring/EEG-typeonderzoek (\*) .....

.....

.....

EEG-typegoedkeuringsnummer/nummer van het EEG-typeonderzoek (\*) .....

1. Categorie, type en fabrieks- of handelsmerk .....

2. Naam en adres van de fabrikant .....

.....

.....

3. Naam en adres van de houder van de verklaring .....

.....

.....

4. Voor EEG-typegoedkeuring/EEG-typeonderzoek (\*) aangeboden op .....

5. Verklaring afgegeven krachtens het volgende voorschrift .....

.....

6. Keuringslaboratorium .....

7. Datum en nummer van het laboratoriumrapport .....

8. Datum van de EEG-typegoedkeuring/het EEG-typeonderzoek (\*) .....

9. Bij deze verklaring zijn de volgende stukken gevoegd, waarop het bovenstaande EEG-typegoedkeuringsnummer/nummer van het EEG-typeonderzoek (\*) is vermeld .....

10. Eventuele aanvullende opmerkingen .....

.....

.....

Gedaan te ....., op ..... (handtekening)

(\*) Doorhalen wat niet van toepassing is.

Gezien om bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,  
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,  
G. LUTGEN

## Bijlage IV

**EEG-CERTIFICAAT VAN OVEREENSTEMMING VAN BOUWMATERIEEL, -UITRUSTING, -INSTALLATIES,  
-MACHINES OF ONDERDELEN DAARVAN MET EEN GOEDGEKEURD OF ONDERZÖCHT TYPE**

Ondergetekende: .....  
(naam en voornaam)

verklaart dat het/de bouwmaterieel — -uitrusting — -installaties — -machineonderdelen — -machine (\*)

1. Categorie .....

2. Merk .....

3. Type .....

4. Nummer binnen de serie van het type materieel: .....

5. Nummer binnen de serie van het type verkeerschassis wanneer dit van het materieel verschilt: .....

6. Fabricagejaar: .....

is gefabriceerd in overeenstemming

— met het (de) goedgekeurde (type(s) (in geval van EEG-typegoedkeuring) (\*)

— met het (de) onderzochte type(s) (in geval van EEG-typeonderzoek) (\*)

zoals in de volgende tabel aangegeven:

Bijzondere richtlijnen	In geval van EEG-typegoedkeuring (*)			In geval van EEG-typeonderzoek (*)		
	Nr.	Datum	Lid-Staat	Nr.	Datum	Erkende instantie

7. Bijzondere bepalingen .....

Gedaan te ....., op .....

(handtekening)

(functie)

(\*) Doorhalen wat niet van toepassing is.

Gezien om bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1989 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie,  
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN